

Ville ouverte, maisons closes

A Genève, des femmes viennent de toute l'Europe pour se prostituer dans les « salons de massage », dont le nombre a doublé depuis 2010. Mais la concurrence est féroce et les conditions de travail de plus en plus précaires

MARIE MAURISSE
GENÈVE – correspondance

Au numéro 4 de la rue Rodo, la porte en verre est ouverte toute la journée. L'immeuble est gris, austère et, depuis la petite rue située à quelques centaines de mètres de l'Université de Genève, rien ne le distingue des bâtiments bétonnés du quartier. Au premier étage, deux chaises blanches et un cendrier où traînent deux mégots. La porte s'entrouvre: un homme à lunettes, costume et attaché-case, sort d'un pas tranquille, en souriant. Une splendide jeune femme blonde, le nez fin, en culotte de satin, lui fait un signe tendre de la main. Nous sommes chez les Geneva Girls, un des « salons de massage » les plus fréquentés de la ville. A Genève, les autorités désignent par « salon de massage » un appartement où exercent au moins deux prostituées.

Depuis le XVI^e siècle, qui fut celui de la Réforme, Genève a bien changé. Calvin interdisait les fêtes, les divertissements, les danses et combattait ardemment le libertinage lors de ses prêches. Et avant lui, dès 1536, les femmes publiques avaient été chassées par le conseil de la ville sous peine du fouet. Genève n'a jamais compté autant de maisons closes qu'aujourd'hui. La brigade des mœurs en recensait 144 à la fin 2015. Ce chiffre a doublé depuis 2010, et Genève compte plus de lupanars que de pharmacies, a relevé en janvier l'émission de la Radio-Télévision suisse « Mise au point ».

Selon l'association Aspasia, qui défend les droits des travailleurs du sexe dans le canton, celui-ci abrite entre 900 et 1100 personnes qui se prostituent, dont 10 % d'hommes. En Suisse, la loi fédérale autorise le commerce du sexe, et c'est donc en toute légalité que Kitty, dotée d'une « poitrine naturelle », appâte le client sur Internet et le reçoit rue Rodo, tout comme Carla, « débutante » et « gorge profonde ». La tenancière de Geneva Girls, que le milieu décrit sans ironie comme une « taillièrè », est absente. Plus d'une centaine de courtisanes travailleraient dans ses établisse-

ments, dont une majorité de Hongroises.

UN TURNOVER INCESSANT

Agnès Földhazi se montre prudente sur le sujet. Cette sociologue, enseignante à la Haute Ecole de travail social, relève que la nouvelle loi cantonale entrée en vigueur en 2010, obligeant les personnes prostituées à se déclarer comme salon de massage dès lors qu'elles travaillent à plusieurs dans un appartement, a fait bondir les statistiques. L'enseignante, également membre de l'association Aspasia, note cependant que le nombre de travailleuses du sexe a nettement augmenté à Genève à la fin des années 2000. « A cause de la crise économique, on a vu débarquer sur le trottoir un afflux de femmes venant d'Espagne, d'Italie ou de France, qui n'avaient pas de quoi vivre et venaient tenter leur chance. »

La Suisse permet à ces citoyennes de l'Union européenne de travailler 90 jours par an sur place, en toute légalité, pour autant qu'elles se déclarent à la police. Pour Agnès Földhazi, « Genève est une plaque tournante ». Les filles y viennent en majorité d'Espagne, mais aussi de pays d'Amérique latine, puis de France et de Hongrie. Le turnover est incessant. L'association Aspasia note que, parfois, neuf femmes travaillent en même temps dans un petit

appartement. Le phénomène devrait encore s'amplifier à partir du mois de mai, lorsque les Roumaines et les Bulgares auront le droit d'exercer dans les salons de massage et non plus uniquement sur le trottoir.

Juste à côté du Geneva Girls, au 2, rue Rodo, se trouve le plus grand salon de massage de Suisse romande – et aussi le plus célèbre. Depuis 2003, le Venusia affiche fièrement ses 650 m², son jacuzzi, ses onze chambres à thème et son ouverture 7 jours sur 7, 24 heures sur 24. Plus de 70 travailleuses du sexe y exercent, dont 80 % de Françaises. Légèrement, elles sont toutes des travailleuses indépendantes, paient la TVA et leurs propres impôts; mais elles reversent 30 % du montant de la passe au Venusia en échange des services rendus – occupation de la chambre, nettoyage, linge, etc. Les vingt minutes de sexe démarrent à 135 francs suisses, soit 125 euros.

33 SALONS FERMÉS EN 2015

A l'intérieur, l'air est chaud et humide. Une belle brune se balade en string, une autre dort nue dans la chambre « africaine ». Il est 11 heures du matin et il n'y a pas de client, alors les filles traînent. Personne ne parle. Candy nous fait signe de la suivre dans le fumoir, une petite pièce où sont empilées les boîtes de cigares. Très maigre dans son jean bleu clair, elle se ronge les ongles. Cela fait 72 heures qu'elle n'a « rien fait » et elle s'inquiète. La concurrence jouant, la « maquerelle a dû baisser les tarifs ». La jeune femme est arrivée de la région parisienne en juillet 2015. A 28 ans, elle vient désormais régulièrement à Genève se prostituer, ce qui lui permet de faire rentrer un peu d'argent pour vivre dans le sud de la France, où elle réside avec son « chéri » et sa fille.

A la tête du Venusia se trouve Lisa. Agée de 45 ans, cette Française tient son établissement d'une main de fer et en toute légalité, puisque la loi suisse n'interdit pas le proxénétisme passif. « Avant, un salon était comme n'importe quelle entreprise, explique-t-elle. Mais aujourd'hui, je ne suis jamais à l'abri d'un souci, car on nous demande de plus en plus de papiers. Et depuis quelques années, je vois débarquer des gamines de plus en plus jeunes: certaines n'ont que 18 ans et ont cruellement besoin de liquidités. »

Candy était serveuse. Il est hors de question pour elle de vendre son corps en France, où « les charges sont telles qu'on fait la pute pour l'Etat ». Et puis, c'est beaucoup plus dangereux. « Au Venusia, je me sens en sécurité, dit-elle. Il y a toujours quelqu'un et, au moindre problème, la police arrive en trois minutes. » Quand elle s'est présentée, elle a rempli une fiche où elle décrit ce qu'elle accepte de faire. Le reste, elle ne s'y sent pas obligée. Plusieurs fois par an, la brigade des mœurs se rend sur place, afin de vérifier que tout est réglementaire.

A Genève, les contrôles sont stricts. En 2015, la police a fermé 33 salons de massage qui n'étaient pas aux normes. Partout dans la ville se cachent des bordels très discrets, situés dans de petits appartements. A dix minutes à pied du Venusia, près du Musée horloger Patek Philippe, on dénicherait par

exemple le salon des « Tentatrices », rue des Maraîchers. Il faut grimper jusqu'au troisième étage pour trouver la bonne porte. Une magnifique jeune femme espagnole, teint poudré, ouvre en culotte et répond qu'elle ne peut pas parler « pour ne pas avoir de problèmes avec les voisins ».

C'est que, dans l'immeuble, la colère gronde. La voisine du dessous, Teresa Dinis,

une mère de famille qui part travailler tôt le matin, ne dort plus depuis des mois à cause du bruit. Lassée de se plaindre sans que rien ne soit fait, elle a lancé une pétition qu'elle a adressée au canton. Elle y décrit par le menu les allées et venues des clients à toute heure, ceux qui sonnent chez elle en se trompant de porte, le trafic de drogue, les cris et les bagarres. « Le dérangement est plus sonore que moral », a déclaré la commission des pétitions, qui étudie le cas. Au réveil, son fils dit que « les voisins ont fait beaucoup de cheval ».

Plusieurs pétitions comme celle de Teresa Dinis ont été lancées. Un député s'est fait leur relais auprès du Parlement: Jean-Marie Voumard, élu du Mouvement citoyen genevois, un parti populiste local qui s'est fait connaître par ses discours contre les travailleurs frontaliers. Cet ancien policier n'est pas un abolitionniste, au contraire. « Je suis pour la liberté du commerce, et cela vaut aussi pour le commerce du sexe, affirme-t-il. Mais je pense que cela doit être déclaré comme tel. » Il est à l'origine d'un projet de loi qui obligerait les prostituées, tout comme les dentistes ou les psychologues, à avoir un bail commercial et non d'habitation.

Mais en contraignant ces femmes à annoncer à leur propriétaire la nature de leur activité, beaucoup seraient sans doute mises à la rue...

« COMME UN MORCEAU DE VIANDE »

A Genève, les autorités font un travail considérable sur la prostitution. Associations, élus, policiers et assistants sociaux se réunissent au moins deux fois par an et, parfois, la législation est adaptée. L'encadrement strict des maisons closes est vu comme un système efficace, dans la mesure où il permet d'éviter la traite des femmes et de veiller à leur santé et à leur sécurité. Mais la réglementation accrue a récemment fragilisé la situation des prostituées les plus précaires, explique Michel Félix, de l'association Aspasia.

D'abord, celles qui ne réunissaient pas les critères requis pour ouvrir officiellement un salon parce qu'elles avaient des dettes, comme c'est souvent le cas, ont dû quitter l'appartement où elles exerçaient à plusieurs. Ayant perdu leur lieu de travail et de vie, elles se retrouvent dans l'obligation de louer une chambre à un prix usuraire, seules et sans protection.

Et si elles ne peuvent payer ce loyer, elles doivent se tourner vers des salons déjà existants, qui ont grandi et renforcé leur emprise sur le marché genevois du sexe. A condition d'y être acceptées. « Certaines prostituées ont perdu de leur autonomie en dépendant davantage des responsables des salons », relève aussi Michel Félix. Plus nombreuses à convoiter une même place de travail, elles sont

tentées d'accepter des pratiques à risques. Et les commissions exigées sont prohibitives. Certaines doivent reverser jusqu'à 40 % du montant de la passe, d'autres payent leur chambre 600 francs (550 euros) la semaine. Dans le quartier des Pâquis, les « sex centers » et leurs vitrines sur la rue coûtent aux femmes 150 francs par jour, soit 138 euros.

Depuis huit ans qu'elle a quitté l'Espagne pour se prostituer à Genève, celle qui se fait appeler « MG » a exercé dans trois salons de massage différents. Cette expérience ne lui a pas laissé de bons souvenirs. Elle s'est notamment fait voler de l'argent et s'est parfois trouvée forcée de baisser ses tarifs pour garder sa place et se démarquer, quand d'autres « offraient la sodomie en cadeau » ! « J'étais ingénue, je me suis fait manipuler par les responsables des salons, affirme en français cette brune aux sourcils dessinés au crayon. C'est un métier très difficile psychologiquement et physiquement. Mais j'ai une estime de moi-même que je n'ai pas envie de brader. » Parfois, pourtant, elle se sent « comme un morceau de viande ».

Depuis 2010, elle réalise donc ses « prestations » seule, dans un petit studio. Sa clientèle est surtout composée d'habitues qui lui rendent visite quand ils sont de passage à Genève. Cette quadragénaire semble avoir trouvé un équilibre de vie. « Et si, un jour, je n'ai pas envie de travailler, je reste à la maison. » Dans le futur, « MG » se verrait bien en chef d'entreprise. Ses longs ongles rouges parfaitement manucurés, elle dit avoir un rêve: monter son propre salon de massage. ■

« DEPUIS QUELQUES ANNÉES, JE VOIS DEBARQUER DES GAMINES DE PLUS EN PLUS JEUNES: CERTAINES N'ONT QUE 18 ANS ET ONT CRUELLEMENT BESOIN DE LIQUIDITES »

LISA

gérante du « salon de massage » Venusia